Hervé Cariou

Napoléon B.

L'interview

On ne présente plus le personnage. Son parcours bouleversa le paysage politique européen. Souvent adulé, parfois honni, il laissa une trace indélébile dans l'Histoire. Nous allons tenter de comprendre comment un homme peut bousculer autant de vieux régimes en aussi peu de temps.

La rédaction — Monsieur Bonaparte, comme tout commence à Ajaccio, pouvez-vous partager votre plus ancien souvenir ?
N. B. — À l'âge de quatre ans, la visite du futur gouverneur général de l'île me marqua. On doit rappeler que les nationalistes corses (dont mon père) renoncèrent à leur république peu avant ma naissance. Après la défaite des nationalistes, notre visiteur du jour permit à notre famille de rester en Corse.

La rédaction — Sans son intervention, quelle direction prenait la famille ?
N. B. — La Toscane, en compagnie du général corse vaincu.

La rédaction — À l'époque, votre famille réside rue de la Mauvaise-Herbe à Ajaccio et partage une casa avec une autre branche familiale : les Pozzo di Borgo. Entre les deux branches, ce n'est pas le grand amour.
N. B. — Les di Borgo représentèrent les Corses auprès du conseil génois de l'île. On peut parler de « loyalistes » par opposition au nationalisme de mon père.

La rédaction — On sait que votre mère s'impliqua aussi. Héritez-vous de ce patriotisme insulaire ?

N. B. — J'ai à peine huit ans lorsque mon père devient député de la noblesse aux États de Corse. À ce titre, le monarque français le reçoit à Versailles dès l'année suivante. Quinze jours après, mon frère aîné et moi rentrons au collège d'Autun.

La rédaction — Autun reste éloigné de Versailles et de la Corse.
N. B. — L'évêque d'Autun est le neveu du futur gouverneur de Corse.

La rédaction — Parlez-vous le français lors de votre arrivée au collège ?
N. B. — Non. Je m'exprime seulement dans ma langue maternelle.

La rédaction — À peine quatre mois plus tard, vous quittez le collège pour l'école militaire de Brienne. Parle-t-on d'échec scolaire ?
N. B. — Mes professeurs désespèrent. Par contre, mon frère y brille et deviendra universitaire.

La rédaction — Pourquoi Brienne ?
N. B. — Depuis peu, c'est une succursale de l'École militaire de Paris. Cela dit, je dois cette admission à des défections car initialement, on parlait de celle de Thiron-Gardais.

La rédaction — De votre séjour à Brienne, on doit se contenter de racontars.
N. B. — Ce genre d'école accueille des jeunes de la petite noblesse française qui n'acceptent pas mon accent italien. Pour en rajouter, je les provoque en leur contant les exploits (romancés) du général corse en exil. Ils finiront par apprécier ma présence.

La rédaction — Après cinq hivers de batailles dans la neige et une inspection des cadets, vous êtes cinq à décrocher le précieux sésame : l'école de Paris. Que ressent alors l'adolescent de quinze ans ?

N. B. — Outre mes aptitudes en mathématiques, je pense que le sous-inspecteur vit en moi le parfait officier de terrain. Pour le reste, Paris m'attire au moins autant que l'école elle-même.

La rédaction — Pourquoi êtes-vous intégré dans une compagnie de cadets « gentilshommes » ?
N. B. — Le terme couvre la noblesse de naissance. Cela dit, elle accueillait seulement des jeunes de modeste extraction ou de la bourgeoisie.

La rédaction — Quatre mois plus tard, votre père meurt d'un cancer de l'estomac. Pourquoi considérez-vous que votre frère aîné reste trop faible pour diriger votre famille ?
N. B. — C'est inexact. Je l'encourage à poursuivre ces études et j'accélère ma carrière militaire pour soutenir ma famille.

La rédaction — Sept mois plus tard, on vous propose d'intégrer un régiment de marine suite à l'interrogatoire du mathématicien Pierre-Simon de Laplace. Pourquoi votre mère s'oppose-t-elle à cette intégration ?
N. B. — À l'époque, on sait quand on prend la mer mais on ignore la date de retour. Du coup, je passe l'examen de l'artillerie, sans briller. Cela suffira pour être lieutenant en second dans le sud du pays. Huit mois plus tard, j'obtiens un congé de six mois et je rentre en Corse.

La rédaction — En fait, vous rejoindrez votre régiment que treize mois plus tard. Pourquoi cette prolongation ?
N. B. — En fait, à peine de retour dans mon régiment, j'obtiens un troisième semestre de congé (et ce ne sera pas le dernier). Ma famille et la Corse me manquent. De plus, je découvre la littérature romaine et mes *Notes* en témoignent.

La rédaction — Le 14 juillet 1989, votre régiment est basé à l'école d'artillerie d'Auxonne. Pourquoi votre maréchal de camp vous confie-t-il la répression de la première émeute de la faim dans cette ville ?
N. B. — Une population en colère détruisit le corps de garde aux portes de la ville. En principe, le maréchal, même très âgé, devait diriger l'opération. Sa confiance datait d'une petite émeute que j'avais gérée (sans heurts) à Seurre, quelques mois plus tôt.

La rédaction — Du haut de vos dix-neuf ans, que pense un lieutenant en second de toute cette agitation ?
N. B. — Je compris que le régime vacillait quand on me demanda de jurer fidélité à la nation et au roi. Pour le reste, la perspective d'une guerre civile n'enchantait personne.

La rédaction — On vous disait proche de la famille du maréchal, le vieux baron Jean-Pierre du Teil ?
N. B. — En fait, sa famille fréquentait celle de l'ancien gouverneur de la Corse. Cette dernière signa les passeports de ma famille vingt ans plus tôt pour qu'elle puisse rester sur l'île.

La rédaction — Après la répression de cette émeute, vous disparaissez pendant deux ans.
N. B. — Dans les dix-huit mois qui suivent, je séjourne sur l'île (à grand renfort de congés semestriels). Quatre mois après mon retour, je deviens lieutenant et je retourne à Valence (avant l'arrestation du roi à Varennes). En fait, durant ces dix-huit mois, l'agitation populaire laissa la place à des batailles en coulisse.

La rédaction — Pourquoi un aussi long séjour sur l'île ?

N. B. — Ces batailles en coulisse gagnent la Corse. D'anciens nationalistes soutiennent une alliance avec la monarchie anglaise. D'autres (dont je fais partie) militent pour la future monarchie constitutionnelle en France.

La rédaction — Vous voulez dire la future république ?
N. B. — En 1791, on parle peu de république. En septembre, le roi prête serment à la Constitution et acte les débuts d'une monarchie constitutionnelle.

La rédaction — Justement, cette année-là, vous posez votre candidature pour l'armée russe, ouverte aux émigrés français depuis peu. Finalement, les autorités locales la rejettent car les républicains français inspirent la méfiance. Pourquoi une telle candidature ?
N. B. — Je veux juste commander un bataillon et l'armée française ne m'offre pas cette perspective. Je ne pense pas que les autorités russes doutent de ma fidélité mais mon exigence de commander les sidère.

La rédaction — le 1er avril 1792, votre vie bascule. Fraîchement élu lieutenant-colonel en second du 2e bataillon de volontaires de la Corse, vous engendrez des troubles sur l'île. Du coup, les autorités locales vous confient une mission sur le continent. Pourquoi ces troubles puis cette « mission » ?
N. B. — Les batailles en coulisse sur l'île continuent et je me tiens aux premières loges. Si l'on revient un peu en arrière (en octobre 1791), je demande mon affectation dans un bataillon de la garde nationale de l'île. Ensuite, j'intègre la garde en qualité d'adjudant-major. Trois mois plus tard, l'élection survient lors d'un scrutin serré qui oppose deux camps nationalistes. Début avril 1792, j'échappe de justesse à un attentat. Peu après, je rencontre « le » général corse sur l'île. Pour que ma famille puisse vivre en paix, j'accepte de réintégrer mon ancien régiment sur le continent.

La rédaction — Deux mois plus tard, vous assistez à l'assaut des Girondins sur le palais des Tuileries. Nos historiens soutiennent que votre mépris pour la monarchie date de cet évènement.
N. B. — Je sais depuis l'émeute d'Auxonne que le régime vacille mais je reste convaincu que la nouvelle monarchie constitutionnelle reste viable. Ce jour-là, je comprends surtout que l'armée royale chancelle aussi.

La rédaction — En août, la population prend les Tuileries et provoque la chute de la monarchie. En septembre, une armée française remporte la bataille de Valmy et inaugure la première république. À cette époque, demeurez-vous en garnison ?
N. B. — Non. Après la chute des Tuileries et en accord avec ma hiérarchie, j'évacue ma sœur Élisa (scolarisée à Saint-Cyr) vers la Corse. On s'installe à Bonifacio. En février de l'année suivante, un corps expéditionnaire révolutionnaire mouille dans le port. Sur la place publique, leur carmagnole me fait hausser les épaules. Mes hommes me sauvent du lynchage. Ensuite, je rencontre à nouveau « le » général. Il choisit définitivement l'alliance avec l'Angleterre et j'échappe encore à une tentative d'assassinat. En juin, la famille quitte la Corse. Pendant qu'elle s'installe dans la région de Marseille, je rejoins le 4e régiment d'artillerie à Nice.

La rédaction — Pourquoi Nice ?
N. B. — Le comté de Nice refuse son intégration dans la république. Mon régiment participe à la lutte contre cette insurrection dite « fédéraliste ».

La rédaction — Des chanteurs de carmagnole vous lynchent sur la place publique et vous soutenez quand même la république. Pourquoi ?
N. B. — Des marins éméchés ne rompent pas un serment.

La rédaction — Dans la foulée, votre pamphlet politique pro-jacobin (et anti-fédéraliste), *Le Souper de Beaucaire*, révèle-t-il une ambition politique naissante ?

N. B. — Dans le contexte, des insurgés contrôlent des dépôts de munitions que nous devons reprendre. Je réquisitionne des voitures pour le transport de ces munitions. Dans une auberge, je soupe avec des marchands. Ils ne soutiennent pas la monarchie mais condamnent la Convention, ses décrets et ses exécutions de citoyens. Selon la rumeur, je les convaincs de renoncer à la guerre civile et de faire confiance à l'armée. En fait, ce pamphlet compense mon échec lors de ce souper. Enfin, sans un ami de la famille, Christophe Saliceti, cet écrit serait tombé dans l'oubli.

La rédaction — Puis vient le siège de Toulon. On rappelle le contexte : des insurgés s'emparent de la ville puis la cèdent à leur nouvel allié : l'armée britannique. Quel rôle jouez-vous lors de ce siège ?
N. B. — Carteaux dirige les opérations et son commandant d'artillerie est à l'infirmerie. Du coup, les représentants de la Convention (dont Saliceti) m'imposent à Carteaux que je conseillais déjà (sans succès) comme capitaine. J'obtiens le commandement provisoire de l'artillerie.

La rédaction — Finalement, ce n'était plus la peine d'offrir vos services à l'armée russe. On connaît la suite. Après l'échec d'un assaut contre Toulon, vous soumettez un plan au remplaçant de Carteaux, Dugommier, qui permet la reprise de la ville.
N. B. — Mon plan (mal compris) soutenait déjà le premier assaut.

La rédaction — Ensuite, vous devenez la coqueluche de la Convention mais aussi de la gent féminine. Pourquoi se fiancer avec la future reine de Suède en avril 1795 ?
N. B. — On parle de Désirée Clary, la cadette d'une famille marchande de Marseille. L'année précédente, son frère fut incarcéré puis libéré. Mon propre frère aîné, alors commissaire de la marine à Marseille, apprit à Désirée la libération de son frère. Séduit, il lui promet le mariage (car elle n'a pas atteint sa majorité). À l'époque, j'organise la défense de Marseille. Séduit également, je supplante mon

frère. Finalement, elle se mariera avec mon futur général Bernadotte, futur roi de Suède.

La rédaction — Pour revenir à votre plan d'assaut sur Toulon, comment expliquer un plan aussi pertinent sans grande expérience de batailles (et encore moins de sièges) ?
N. B. — J'ignore la réponse mais on pourrait poser la question au mathématicien Pierre-Simon de Laplace.

La rédaction — De quand date votre relation avec les frères Robespierre ?
N. B. — On parle seulement d'Augustin Robespierre. Après la prise de Toulon par des insurgés, il résida à Nice. En avril de l'année suivante, je le rencontrais à Menton dans le cadre d'une tournée d'inspection des côtes.

La rédaction — Anticipait-il la chute de son frère trois mois plus tard ?
N. B. — À Paris, la fin du mois de mars fut houleuse : arrestation des Hébertistes, arrestation du jacobin Danton… Je pense qu'il voulait s'assurer de ma fidélité.

La rédaction — Les Thermidoriens succèdent aux Jacobins (et à un an de « Terreur »). Se méfient-ils de vous ?
N. B. — Si l'on considère mon arrestation en août et mon assignation à résidence (près du Fort Carré), c'est peu de le dire. Cela dit, elle sera de courte durée.

La rédaction — Que s'est-il passé pour que vous sortiez aussi vite ?
N. B. — Pour prouver ma loyauté, on me demanda de préparer une expédition en Corse. Mes supérieurs comprirent vite mon manque d'enthousiasme. En mai, ils me rayent des cadres de l'artillerie et me transfèrent dans l'infanterie (comme commandant). En juin, ils me nomment général de brigade d'infanterie pour me motiver. Je refuse mon affectation dans l'armée de l'Ouest. Du coup, j'obtiens un

congé de « convalescence ». Finalement, le ministère m'affecte au bureau topographique du Comité (de Salut public).

La rédaction — Pourquoi proposez-vous au Comité d'organiser l'armée française en… Turquie ?
N. B. — Je suis las de la guerre civile et le terrain me manque.

La rédaction — En septembre, pourquoi êtes-vous rayé de la liste des généraux employés ?
N. B. — Mon refus d'être affecté dans l'armée de l'Ouest déclencha une procédure administrative.

La rédaction — Le 5 octobre 1795, vous recevez un commandement pour réprimer l'insurrection des sections royalistes de Paris. Après l'affrontement, vous écrivez à votre frère aîné : « *Tout est terminé… Comme à mon ordinaire, je ne suis nullement blessé* ». Après avoir ôté la vie à trois cents royalistes, comment expliquez-vous cette lettre ?
N. B. — Je suis soulagé d'éviter l'enlisement. Pour le reste, on parle de mon incapacité à rassurer mes proches sans fanfaronner.

La rédaction — Du coup, Barras fait l'éloge du général « Buona-Parte ». On passe sur le fait que vous n'êtes plus général et qu'il maîtrise peu la syntaxe corse. Qui est cet ex-Paul de Barras ?
N. B. — En fait, il participa à l'organisation du siège de Toulon. Dès les débuts de la Convention, il renonça à sa noblesse. C'est un vétéran des Indes qui renonça aussi à sa carrière militaire avant le changement de régime. Il assista par hasard à la prise de la Bastille. Dénué d'idées politiques, il se laissa séduire par le jacobinisme de Mirabeau. Il se radicalisa même en devenant député des Montagnards.

La rédaction — Dans ses mémoires, il affirme qu'à l'époque du siège de Toulon, vous lui offriez des exemplaires de votre pamphlet. De plus, vous lui demandiez de pouvoir les distribuer aux officiers (et même aux soldats). Enfin, vous les présentiez comme preuve de votre attachement à Marat et Robespierre. En outre, il jugeait votre pamphlet « ultra-montagnard » et « infernal » et s'étonnait que vous demandiez à des représentants du peuple le remboursement de vos frais (d'édition).

N. B. — On parle de mémoires publiées après son décès (et le mien). Dans le contexte, en 1795, sa syntaxe « Buona-Parte » prouve qu'il ne sait même pas de qui l'on parle. En fait, après le siège de Toulon, seul Dugommier reçut les honneurs.

La rédaction — Non seulement, il vous rétablit dans vos fonctions de général mais en plus, vous devenez général en chef de l'armée de l'Intérieur sous le nom de Buonaparte. En quoi consistait cette armée ?

N. B. — Je fus d'abord le second de Barras pendant quelques semaines. Cette armée (sans lendemain) veillait à l'approvisionnement de la capitale et assurait le maintien de l'ordre à Paris et dans la région.

La rédaction — Vous attendez-vous à ce qui va suivre ?

N. B. — Trouvez-vous ma trajectoire rectiligne ? Je rêve surtout de m'affranchir des réquisitions et du maintien de l'ordre.

Fin de la première partie

Deuxième partie

La rédaction — En 1796, cela s'accélère. Le 2 mars, vous obtenez une promotion : général en chef de l'armée d'Italie. Le 9 mars, vous vous mariez avec une Créole de Martinique : Marie Josèphe Rose Tascher de La Pagerie, dite Joséphine de Beauharnais, veuve du général Alexandre de Beauharnais. Le 26 mars, vous prenez vos quartiers au palais Hongran de Nice. Vous fréquentiez Joséphine depuis plusieurs mois : pourquoi cette précipitation ?

N. B. — Cette promotion décidée par le Directoire me prend de court. Ma première rencontre avec Joséphine date effectivement de plusieurs mois mais survint dans les locaux de son amant : un certain… Barras. Sans rancune, ce dernier sera notre témoin.

La rédaction — Pourquoi parle-t-on d'une « petite » armée d'Italie ?

N. B. — L'avenir de la république se joue sur le Rhin contre des armées autrichiennes du Saint-Empire. Cette armée d'Italie prendra l'adversaire à revers par le Tyrol. À l'époque, l'Italie du Nord reste morcelée : un royaume frontalier dirigé par la maison de Savoie, deux républiques (Gênes, Venise) et quelques duchés. Sur le papier, notre « petite » armée d'Italie comptait plus de cent mille hommes. À mon arrivée, soixante-dix mille manquaient à l'appel.

La rédaction — La maison de Savoie intègre une coalition militaire de l'empire. Vous vous apprêtez à affronter une armée impériale de quatre-vingt mille hommes. En l'espace de neuf jours, elle s'effondre. Comment est-ce possible ?

N. B. — Lors de la première bataille, Montenotte, notre armée renforcée comptait soixante mille hommes, soit autant que nos adversaires du jour. Les jours suivants, ces derniers retraitèrent sur différents sites dans le but de nous prendre en étau.

Nous devions donc également répartir nos forces. Pour le reste, on s'appuya sur la mobilité de notre artillerie et la pugnacité de notre infanterie.

La rédaction — En Lombardie, vous prélevez un impôt pharaonique de vingt millions de francs (*) et vous multipliez les réquisitions. La population du Milanais se révolte. La municipalité de Pavie refuse de rendre la ville. Les paysans de Tortone (au Piémont) se soulèvent. À l'opposé, avant d'y pénétrer, vous prévenez la république de Venise (porte d'entrée du Tyrol) que votre armée payera pour tous ses besoins. Pourquoi ce favoritisme ?

N. B. — Je m'assure que le Directoire dispose de la moitié des vingt millions car le sort du pays se joue toujours sur le Rhin. Ensuite, fort de l'autre moitié, mon armée devient solvable. Enfin, on parle d'une république.

(*) À l'époque, le salaire horaire de base se limite à deux « sous », soit 10 centimes de franc. Si l'on considère un Smic moderne de 10 euros, soit 6 559 centimes de franc, et la succession en 1960 du nouveau franc à l'ancien, soit 655 957 centimes de franc, un salarié moderne gagne 65 595 fois plus. Si l'on multiplie vingt millions d'anciens francs par 65 595, on obtient treize milliards de nouveaux francs, soit deux milliards d'euros.

La rédaction — Le 12 juin, votre armée pénètre au nord des vastes États pontificaux de l'époque. Onze jours plus tard, en échange de l'armistice, le pape s'engage à payer un nouveau vingt millions de francs. Vous y demeurez jusqu'en octobre. Pendant ce temps, une armée autrichienne prépare une offensive. Pourquoi lui laisser du temps ?

N. B. — Avant de traverser la république de Venise, Mantoue doit tomber. En m'appuyant sur Mantoue, Modène et les cités papales de Bologne et Ferrare, je fonde la République cispadane pour assurer nos arrières.

La rédaction — Le 19 octobre, vous proclamez à la population de Bologne : « *Je suis l'ennemi des tyrans, mais, avant tout, l'ennemi juré des scélérats, des pillards et des anarchistes. Je fais fusiller mes soldats lorsqu'ils pillent ; je ferai fusiller*

ceux qui, renversant l'ordre social, sont nés pour l'opprobre et le malheur du monde ». Quel ordre social revendiquez-vous ?
N. B. — Je suis un militaire et la discipline (dont celle des civils) reste au cœur de mes préoccupations car des soldats sont victimes d'assassinats.

La rédaction — Le 1er novembre, l'empire contre-attaque. Votre armée subit deux défaites (Bassano et Caldiero). Puis, lors de la fameuse bataille d'Arcole, vous traversez un pont sous une pluie de balles autrichiennes.
N. B. — En fait, plusieurs de mes officiers me précédèrent pour entraîner nos hommes sur ce pont et essuyèrent des blessures. Je tente ma chance mais je perds mon aide de camp, Jean-Baptiste Muiron. Du coup, nos soldats reculent. La brigade adverse charge, tente de m'appréhender et la cohue me précipite dans la rivière. Finalement, la brigade du général Guieu traversa cette rivière en aval par bac et prit le contrôle du pont.

La rédaction — Ensuite, vous vous intéressez à l'unique accès à la Méditerranée de l'empire : Trieste. Cela n'améliore pas les relations avec la république de Venise dont le doge appelle sa population au soulèvement. Finalement, ce dernier prend la fuite et une municipalité provisoire le remplace, plus encline à discuter. Comment expliquer ce revirement ?
N. B. — On peut rappeler que l'aristocratie vénitienne élit un doge (un magistrat) à vie pour gouverner. Si elle ne soutient pas le soulèvement, elle ne peut pas désavouer « son » doge mais elle peut l'inciter à plier bagage. Autrement dit, l'élite locale constate l'incapacité de l'empire à nous contenir et s'adapte.

La rédaction — Que deviennent les vingt millions du pape ?
N. B. — Dans le contexte, on se contente de sept millions en diamants (moins de cinq au dire de mes experts) et le Directoire reste destinataire de la moitié. Je suggère même de consacrer un million à l'arsenal de Brest.

La rédaction — Le 5 août, vous écrivez au nouveau ministre des Relations extérieures, Talleyrand : « *Le choix que le gouvernement a fait de vous pour ministre des Relations extérieures fait honneur à son discernement. Il prouve en vous de grands talents, un civisme épuré et un homme étranger aux égarements qui ont déshonoré la Révolution* ». Est-ce une façon d'amadouer ce nouveau ministre ?

N. B. — Ecclésiastique de formation, il succéda à l'évêque d'Autun qui m'ouvrit les portes du collège de cette ville. Il entre en politique suite à son élection comme député du clergé d'Autun aux états généraux de 1789. Il se rallie au tiers état et rédige un article de la Déclaration des droits de l'homme. Il propose même (avec succès) de nationaliser des biens de l'Église. Dès l'année suivante, il préside l'assemblée. Il démissionne de sa charge épiscopale et perd donc sa députation. Ensuite, en tant que diplomate, il obtient la neutralité de l'Angleterre. En 1793, le souverain anglais l'expulse et il prend la direction des États-Unis. Le Directoire accepte son retour en grâce puis le nomme ministre. Pour le reste, mon courrier ne faisait que répondre au sien…

La rédaction — … dont voici l'introduction : « *J'ai l'honneur de vous annoncer, général, que le Directoire exécutif m'a nommé ministre des Relations extérieures. Justement effrayé des fonctions dont je sens la périlleuse importance, j'ai besoin de me rassurer par le sentiment de ce que votre gloire doit apporter de moyens et de facilité dans les négociations. Le nom seul de Bonaparte est un auxiliaire qui doit tout aplanir (…)* ». Est-ce une façon de vous amadouer ?

N. B. — Je réalise que je pèse sur les négociations en cours avec l'empire. Pour le reste, vous avez raison : il me craint même si Barras soutint sa nomination (contre l'avis des autres directeurs).

La rédaction — Le 4 septembre, à peine un mois plus tard, Paris devient le théâtre d'un coup d'État directorial. Êtes-vous impliqué ?

N. B. — Oui : un de mes généraux, Augereau, dirige le bras armé du coup d'État. Deux ans plus tôt, je réprimais l'insurrection des sections royalistes de Paris. Ces dernières renoncèrent à la violence mais manœuvrèrent pour reprendre le pouvoir par les urnes. Elles financèrent des organismes de charité sur le sol national et lors des élections de mars, les défenseurs de la Convention ne comptaient plus que treize députés (au lieu de 216) dont mon frère Joseph. Dès juillet, je menaçais de franchir les Alpes pour maintenir la Constitution. Finalement, ce 4 septembre, douze mille hommes (officiellement en congé) commandés par Augereau occuperont Paris et procéderont à des arrestations pour épurer les Conseils (à majorité royaliste). Puis ces derniers annuleront les élections de 49 départements.

La rédaction — Le 19 septembre, votre nouveau courrier adressé à Talleyrand confirme ses craintes : « *Un gouvernement honnête et fort, voilà ce que je veux* ». Comment concilier fort et minoritaire ? Pourquoi la population élit-elle des royalistes ?

N. B. — La population veut récupérer ses enfants qui se battent sur le front (et ses prêtres réfractaires). Si vous ajoutez une pincée de charité royaliste, son vote ne reflète même plus ses propres aspirations. Ensuite, mon « *je veux* » n'exprime pas une volonté politique mais l'exaspération d'un militaire qui veut travailler avec une république stable. Enfin, la survie de ma famille et la mienne en dépendent depuis que j'ai réprimé les sections royalistes de Paris deux ans plus tôt. À l'époque, je n'avais pas conscience de ce point de non-retour.

La rédaction — Nos historiens soutiennent que vous savez le pouvoir à portée de main. Ils considèrent même que vous percevez le Directoire comme votre obligé. Ils rappellent, par exemple, que dans la continuité, vous signez en « roue libre », au nom de la république, le traité de paix de Campoformio avec l'empire.

N. B. — Ils oublient la joie de mes dirigeants et de la population. Ensuite, ils négligent que dans la foulée, je me consacre à un projet d'invasion de l'Égypte pour

couper la route des Indes aux Anglais. Enfin, ils oublient celui qui, quelques années plus tôt, voulait réorganiser l'armée française… en Turquie.

La rédaction — Vous souciez-vous de l'influence de la France dans le monde ?
N. B. — Ma patrie devient trop petite pour le militaire que je suis.

La rédaction — Le Directoire souhaite-t-il se débarrasser de vous ?
N. B. — En signant ce traité de paix, je sais que je deviens un militaire inutile sur le continent. Cela dit, une menace demeure. Du coup, les directeurs me proposent une invasion de l'Angleterre. Cette île accueillerait soit mon tombeau soit ma république. Les deux options leur conviennent.

La rédaction — Pourquoi renoncez-vous à l'Angleterre ?
N. B. — Quand on rêve de la Turquie, on s'accommode difficilement du *smog* londonien. Plus sérieusement, la marine britannique reste redoutable et le combat maritime n'est pas ta tasse de thé.

La rédaction — L'armée d'Orient naît. En mai, les préparatifs débutent à Toulon. Deux semaines plus tard, treize vaisseaux et quarante-deux autres navires appareillent et transportent un corps expéditionnaire de trente-sept mille hommes. Malte capitule sans résistance ou presque. Vous dissolvez l'ordre de Malte et affranchissez deux mille esclaves. Alexandrie ne résiste pas mais vous devrez vaincre les Mamelouks. Comment se prépare-t-on avant d'affronter l'inconnu ?
N. B. — En fait, nous affrontons une armée de l'Empire ottoman. Une semaine plus tôt, quatre milliers de cavaliers mamelouks chargèrent nos rangs sur les bords du Nil. Cette fois, on affrontait vingt-mille cavaliers et autant de fantassins. La beauté du site de la bataille, Gizeh, sidéra nos hommes. Nous adoptâmes la même tactique que la semaine précédente : chacune des cinq divisions formait un carré autonome avec de l'artillerie à chaque angle.

La rédaction — Vous réquisitionnez et des villages se soulèvent. Les Égyptiens qui stockent des armes perdent leur tête. À Paris, vous vous lassiez des réquisitions et du maintien de l'ordre. Pourtant, tout le reste de l'année, vous reproduisez ce schéma parisien et ses effets. Pourquoi ?

N. B. — Quelles réquisitions ? Nous débarquons avec des millions en lingots d'or et d'argent et nous ouvrons des comptes à Alexandrie chez les plus riches marchands. Notre armée n'arrive pas à se débarrasser d'une réputation de terreur entretenue par une élite locale. Au Caire, une demi-douzaine de têtes tombe quotidiennement car malgré les ragots, la population ne nous craint pas.

La rédaction — L'année suivante, en février, vous quittez Le Caire à destination de la Syrie. Vous prenez Gaza puis Jaffa. Vous préservez Jérusalem et vous assiégez Saint-Jean-d'Acre. On ne vous suit pas : en quoi une nouvelle croisade coupe-t-elle la route des Indes aux Anglais ?

N. B. — Depuis notre défaite navale à Aboukir, sur le Nil, contre la flotte de Nelson, la mission ne peut plus atteindre son objectif. De mon côté, je ne souhaite pas rentrer à Paris. Finalement, le devoir m'appelle car le Directoire déclare la guerre à l'Autriche.

La rédaction — Pourquoi ?

N. B. — Pour comprendre, on doit résumer les évènements de l'année précédente. En mai, pendant notre préparation de l'expédition d'Égypte, un autre coup d'État secoue le régime. En juillet, le Directoire déclenche une guerre économique contre les États-Unis. En août, une expédition d'Irlande échoue. En septembre, l'Angleterre fonde une vaste coalition militaire qui regroupe, entre autres, l'Autriche, la Russie et l'Empire ottoman. Le service militaire devient obligatoire et tout jeune âgé de 25 ans peut être conscrit.

La rédaction — Comment voyez-vous la situation ?

N. B. — Le traité de paix de Campoformio part en fumée et l'on doit tout recommencer. Autrement dit, nous revenons sept ans en arrière à l'époque où les monarchies du continent tentaient d'éteindre le feu républicain.

La rédaction — Finalement, tenter de couper la route des Indes aux Anglais (et agacer l'Empire ottoman) ne relevait pas du génie politique.
N. B. — À l'époque, tous les décideurs pensaient que l'Angleterre restait la plus grande menace pour la république.

La rédaction — Du coup, regrettez-vous votre projet mort-né de fondation d'une république dans les îles britanniques ?
N. B. — Si notre propre population vote royaliste, je vous laisse imaginer le vote anglais.

La rédaction — On revient à cette année charnière : 1799. Dès mai, Barras réclame votre retour. Pourtant, votre frégate accoste à Ajaccio qu'en octobre.
N. B. — Je me sens bien en Égypte.

La rédaction — Une fois à Paris, cela vire à la conspiration. L'instigateur, Sieyès, ne vous connait pas. Ce dernier désapprouva même vos méthodes en Italie. Qui prend l'initiative, lui ou vous ?
N. B. — En 1795, la chambre unique, la Convention, laissa la place à deux chambres dites Conseils. La première proposait les lois et la seconde les votait. L'exécutif se résumait aux cinq directeurs du Directoire nommés par les chambres. En résumé, on sépare le législatif, on réduit l'exécutif et l'on évite une nouvelle terreur. Or, nous restons en guerre avec toute l'Europe ou presque. Mon frère Lucien soutient la révision constitutionnelle modérée du directeur Sieyès qui renforce l'exécutif. Cela dit, elle ne va pas assez loin.

La rédaction — Effectivement, la nouvelle constitution, sans abolir le suffrage universel, ne l'utilisera que pour des référendums.
N. B. — Le suffrage universel de l'époque reste une gageure. L'électeur doit se déplacer au chef-lieu de canton, digérer des listes complexes puis voter pour des « électeurs du second degré ». Ensuite, ces derniers, tous aisés, votent aux législatives. On parle de trente mille votants sur le sol national.

La rédaction — La constitution « révisée » remplace le Directoire par un Consulat qui nomme soixante sénateurs « inamovibles ». Ces derniers désignent les membres d'un Corps législatif et les députés d'un Tribunat qui succèdent aux Conseils. Enfin, vous vous entourez d'un Conseil d'État chargé de préparer les projets de loi que les deux nouvelles chambres s'empresseront de voter. Votre intérêt pour la littérature romaine transparait dans le choix des noms. Sur le fonds, cette constitution abolit le pouvoir législatif.
N. B. — De mon point de vue, j'exerce les pleins pouvoirs diplomatiques et militaires au sein d'une république stable. Je réduis les insurrections, par la négociation ou la présence militaire. Je permets au clergé (chassé) de revenir sur le territoire. Les Européens du continent ne veulent plus m'affronter et les Autrichiens se retirent au-delà de l'Oglio. Enfin, le 18 juin, un Te Deum dans la cathédrale de Milan célèbre la délivrance de la République cisalpine du joug autrichien.

La rédaction — En votre présence…
N. B. — C'est la moindre des politesses.

La rédaction — Il reste une menace.
N. B. — Le 1er octobre, nous signons le traité préliminaire et secret de Saint-Ildefonse qui acte une alliance avec l'Espagne et son Invincible Armada.

La rédaction — Pourquoi le secret ?

N. B. — Nous le considérons comme un traité de défense mutuelle et non comme une provocation contre l'Angleterre.

La rédaction — Pour un militaire, la diplomatie vous semble familière.
N. B. — Cela date de la campagne d'Italie et de l'imbroglio géopolitique que génèrent des États morcelés.

La rédaction — À la fin de l'année, pourquoi Moreau marche-t-il sur Munich ?
N. B. — La coalition de l'Angleterre perdure. Six mois plus tôt, mon succès à Marengo, sur le fil, ne suffisait pas.

La rédaction — Moreau se rendra aux portes de Vienne et conclura un armistice, annonciateur de paix. Qui est Moreau ?
N. B. — Fils d'un sieur breton, il fédère, en 1789, des étudiants autour des idées nouvelles et affronte des milices bourgeoises. L'année suivante, une compagnie de canonniers d'une garde nationale bretonne l'élit capitaine. En 1792, il sert dans l'armée du Nord. L'année suivante, il devient général de brigade (en même temps que moi). En 1794, son père tombe sous la guillotine : il cachait des prêtres réfractaires. L'année suivante, il commande l'armée du Nord. Cinq ans plus tard, il est démis. Son ancien supérieur, Pichegru, transmettait des renseignements militaires à nos adversaires et Moreau commit l'erreur, par loyauté, de le défendre.

La rédaction — Pendant votre expédition d'Égypte, sous la pression de la nouvelle coalition européenne, il revient en grâce et reçoit le commandement de l'armée… d'Italie. Puis, vous faites sa connaissance à Paris du côté des conspirateurs.
N. B. — Ce militaire républicain se fâche contre le Directoire. Il m'aide à sécuriser Paris. Ses hommes gardent le palais du Luxembourg et bloquent deux directeurs récalcitrants. Ensuite, je lui confie l'armée du Rhin.

La rédaction — Il perd votre confiance malgré ses victoires. Pourquoi ?
N. B. — Je lui propose ma sœur Caroline puis ma belle-fille Hortense en mariage. Il choisit la fille d'une riche créole de l'Île-de-France (*), en conflit avec Joséphine. Sa fraîche épouse rassemble mes opposants. Deux ans plus tard, il conspire avec Pichegru et un général chouan. Je ne décolère pas.
(*) Actuelle île Maurice

La rédaction — Durant votre carrière militaire, on cherche (sans succès) un épisode de colère. Pourquoi cette agitation émotionnelle chez le consul ?
N. B. — Il faut croire que la vie parisienne ne me réussit pas.

La rédaction — Avec soixante sénateurs « inamovibles », c'est l'ennui garanti. Même Moreau s'ennuyait, apparemment. Cela dit, en fin d'année précédente, vous réchappiez à un attentat rue Saint-Nicaise : vingt-deux morts et des dizaines de blessés. Vous vous déchainez alors contre les républicains « exclusifs », les Jacobins, pendant que votre ministre de la Police, Fouché, suit une piste chouanne. Cette dernière s'avérera fructueuse. Pourquoi craignez-vous les « exclusifs » bien plus que les royalistes qui planifient une alliance avec l'Angleterre ?
N. B. — Lorsque je résidais en Corse, des nationalistes attentèrent deux fois à ma vie. Ils se réclamaient de l'ex-république de Corse et planifiaient une alliance avec l'Angleterre. Les royalistes de Paris ne pratiquaient plus la violence mais j'ai sous-estimé un général chouan.

La rédaction — Au cours de l'année 1801, une certaine routine s'installe. On note néanmoins deux tentatives infructueuses de Nelson de débarquer à Boulogne. Lasses, les autorités anglaises acceptent des préliminaires de paix. L'année suivante, à Saint-Domingue, un de vos généraux, Leclerc, réprime la révolte du général de division Toussaint Louverture. Pourquoi ?
N. B. — Trois ans plus tôt, Toussaint négocie seul la reddition des Anglais. En échange, ces derniers obtiennent l'accès à nos ports de l'île pour leurs navires

marchands. Ensuite, il chasse son supérieur, Hédouville. Cependant, à ma prise de fonction, je le promeus capitaine général : il devient donc le deuxième personnage de l'île après notre représentant légal. Ensuite, il promulgue une constitution autonomiste et se nomme gouverneur à vie. Enfin, à défaut d'esclavage, il instaure un travail agricole obligatoire.

La rédaction — Vous promulguez une nouvelle constitution et vous vous nommez consul à vie. Qu'est-ce qui motive réellement cette expédition ?
N. B. — Toussaint massacra les Mulâtres, les descendants de colons.

La rédaction — Craignez-vous que le massacre s'étende aux Créoles ? De Martinique ?
N. B. — Puis-je prendre ce risque ?

La rédaction — À la fin de l'année, l'ambassadeur d'Angleterre vous présente ses lettres de créance en audience solennelle. Pour l'occasion, le pommeau de votre épée arbore un diamant connu sous le nom de Régent. La vie de château ne semble pas vous réussir non plus.
N. B. — Ce diamant, mis en gage par le gouvernement, finança les préparatifs de ma campagne d'Italie. Je venais de l'acquérir.

La rédaction — Encore une fois, vous attendez-vous à ce qui va suivre ?
N. B. — Ma trajectoire se trouve déjà au-delà de mes aspirations de militaire.

Fin de la deuxième partie

Troisième partie

La rédaction — En mars 1803, vous demandez à votre ministre de la Marine si l'on peut affaiblir le commerce anglais en cas de guerre maritime. Pourquoi ?
N. B. — Le souverain britannique exige notre évacuation de la Hollande et souhaite conserver Malte. En mai, je déclare la guerre.

La rédaction — Pour des marais et une île ?
N. B. — Ce royaume reste une menace. Ses doléances et ses ultimatums reflètent son agressivité.

La rédaction — Pour financer, vous vendez la Louisiane aux États-Unis pour la somme de quatre-vingts millions. Songez-vous au sort des colons ?
N. B. — Nous devons amadouer une nouvelle puissance maritime.

La rédaction — Vous dressez un plan de débarquement en Angleterre. Plus tôt dans votre carrière, vous militiez contre une telle entreprise. Pourquoi changez-vous d'avis ?
N. B. — L'Angleterre ne se risquera plus à débarquer à Boulogne ou ailleurs. Dès que Nelson met les pieds sur terre, il s'égare. Nous devons éviter l'enlisement maritime et porter le combat sur le sol anglais. De ce point de vue, les ports de Boulogne, d'Ambleteuse et de Wimereux présentent des garanties.

La rédaction — L'année suivante, pendant les longs préparatifs de guerre, un membre du Tribunat, Jean-François Curée, propose que vous deveniez empereur et que votre famille hérite de cette dignité. En privé, vous ne dites plus « *Je suis la république* » mais « *Je suis la Révolution française* ». En quoi une nouvelle monarchie révolutionne-t-elle la France ? Et qui est ce Curée ?

N. B. — Il possède une propriété viticole dans le sud du pays. Député de la première heure, il intégrera les « conspirateurs ». Pour le reste, on reproduit le schéma romain : de la république vers l'empire. Si les Bourbons reviennent en France, ma famille périra. Cette hérédité dignitaire devient sa chance de salut. Enfin, le vote des Français soutient les royalistes depuis dix ans. Pourquoi ? Toute l'Europe n'arrive pas à suivre notre transition rapide de la monarchie vers la république. Même de vos jours, votre Union européenne compte six monarchies.

La rédaction — À la fin de l'année 1804, l'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre. Après de si longs préparatifs, cela annonce-t-il le début des hostilités ?
N. B. — De toute façon, en août, l'Europe bascule. Le pacte anglo-russe change la donne et revigore l'Autriche. Nos cent cinquante mille hommes sur le littoral de la Manche prennent la direction du Rhin.

La rédaction — Pourtant, deux ans plus tôt, le régime russe proposa une médiation entre l'Angleterre et vous. Pourquoi un tel revirement ?
N. B. — Le régime anglais craint notre débarquement et manœuvre pour former une nouvelle coalition continentale : elle leur épargnera une humiliation sur leur sol. Alexandre Romanov dirige la Russie. Selon Louis de France (mon successeur), il fit assassiner son père avec l'aide du gouvernement britannique. Tôt ou tard, on paye ses dettes.

La rédaction — Le conflit continental démarre le 6 octobre 1805 et se termine le 31 mars 1814, par la capitulation de Paris. La campagne de Russie, désastreuse, permit à la coalition de retourner le rapport de force.
N. B. — La prise de Moscou s'annonçait comme une formalité. Par contre, pratiquer la terre brûlée contre sa propre capitale relevait d'un génie militaire rare.

La rédaction — La coalition vous épargne et vous propose même la souveraineté sur l'île d'Elbe, dans l'archipel toscan. Pourquoi cette mansuétude et cette destination ?
N. B. — Ma famille maternelle puise ses origines en Toscane et l'aristocratie locale, influente, met à l'abri ma mère et sa progéniture. Pour le reste, les politiciens français en général et Talleyrand en particulier acceptent d'échanger ma déchéance contre une grâce.

La rédaction — Le lendemain de cette proposition de la coalition, vous tentez de vous suicider.
N. B. — Le contrecoup de l'échec reste trop violent.

La rédaction — Pourquoi accueillir sur l'île d'Elbe, votre maîtresse, Maria Walewska, fille d'un noble polonais ?
N. B. — Notre fils, Alexandre Walewski, naquit quelques années plus tôt. De mon côté, à quarante-cinq ans, j'aspire à une vie de famille.

La rédaction — Votre retraite ne s'éternise pas : moins d'un an plus tard, vous reprenez du service.
N. B. — Hugues Maret me convainc de revenir.

La rédaction — Qui est Maret ?
N. B. — Né d'un médecin et de la fille d'un maire de Dijon, il devint ambassadeur. Je le nomme secrétaire d'État puis chef de mon cabinet. Son intelligence et sa discrétion le distinguent. Il argumente sur l'impopularité des Bourbons restaurés. Pour le reste, le contexte m'inquiète. « Mon » île ne reçoit pas la rente prévue par le traité de Fontainebleau. Enfin, la coalition souhaite m'exiler aux Açores ou dans l'hémisphère sud.

La rédaction — Cent jours plus tard, vous prenez effectivement la direction de l'Atlantique sud et vous posez les pieds sur l'île Sainte-Hélène. Pourquoi cette île ?
N. B. — Depuis des décennies, les Britanniques y emprisonnent des dirigeants ennemis.

La rédaction — Votre arrivée dope la démographie locale : mille cinq cent soldats de plus, des officiels et leurs familles et votre suite. Ensuite, que se passe-t-il ?
N. B. — Dans un premier temps, je séjourne chez Betsy Balcombe, fille d'un surintendant. Francophile, elle m'affublera affectueusement du surnom de « Boney ». Ensuite, je prends la direction d'une habitation fraîchement restaurée : Longwood House. Mon geôlier, le général Lowe, craintif, confisque mes armes, censure mon courrier et restreint mes mouvements.

La rédaction — Des membres de votre suite vous quittent régulièrement, souvent fâchés. Du coup, votre famille vous envoie, d'Italie, de la compagnie corse. Cela dit, vos compatriotes ne semblent pas à la hauteur de vos espérances. Par contre, vous vous liez d'amitié avec l'esclave qui entretient votre potager : Toby.
N. B. — Je tente, sans succès, d'obtenir sa liberté.

La rédaction — Un ulcère de l'estomac réussira là où de multiples armées échouèrent. En fin d'agonie, selon des témoins, vous prononcez les mots « tête de l'armée » et « Joséphine ».
N. B. — Cela résume les deux amours de ma vie. Si Joséphine et moi avions enfanté, cela aurait changé beaucoup de choses.

La rédaction — À propos de lignée, une question nous taraude. Le comte de Marbeuf est-il votre père ?
N. B. — On doit d'abord remonter quatorze ans avant ma naissance. Pascal Paoli autoproclame la République corse et défie la République de Gênes, souveraine de l'île. Cinq ans avant (ma naissance), il presse mon père d'épouser Maria-Letizia

Ramolino (ma mère), descendante des comtes italiens de Coll'Alto. Quinze mois avant, le traité de Versailles entre la France et la république de Gênes place la Corse sous administration française. L'armée française débarque. Le comte de Marbeuf somme Paoli de retirer ses troupes entre Saint-Florent et Bastia. Depuis quatre ans, ce comte mandaté par la France aidait les Génois à garder la souveraineté de la Corse. Dix mois avant (ma naissance), les hommes de Paoli (dont mon père) chassent de l'île l'armée française. Le comte avertit mon père qu'une vaste armée va revenir. Il propose (*) de placer ma mère et mon frère sous sa protection.
(*) Non documenté.

La rédaction — Les historiens connaissent le lien entre le comte et les Bonaparte. Cela dit, dans le contexte, votre père confierait sa famille à son ennemi. On comprend leur scepticisme.
N. B. — Ma mère réapparaitra dans les rangs corses (pour les encourager) un peu avant la bataille fatale à la jeune république, quatre mois avant ma naissance.

La rédaction — On tourne en rond.
N. B. — Le lien d'amitié explique ma correspondance avec le comte lors de ma scolarité à Brienne. L'été de mes onze ans, je séjourne (*) même dans son château de Callac. Pourquoi spéculer sur ce lien ?
(*) Non documenté.

La rédaction — Comment deux ennemis peuvent-ils entretenir une amitié ?
N. B. — Pendant des années, la France mandata le comte pour aider les Génois à conserver la souveraineté de l'île. Le traité de Versailles ne change rien : la Corse reste génoise. Le comte sert les intérêts communs d'aristocraties françaises et italiennes, dont celle de ma mère.

La rédaction — Votre famille maternelle réside en Corse depuis des lustres.

N. B. — Elle descend des Ramolino, comtes de Coll'Alto depuis au moins le 9e siècle. On parle d'une puissante famille de Florence. Au 15e siècle, le doge de Gênes autorisa Gabriel Ramolino, patricien (citoyen « supérieur ») de Florence et ancêtre de ma mère, à s'établir à Ajaccio. Il avait épousé Clori Centurioni, la fille d'un sénateur de Gênes.

La rédaction — Pourquoi Paoli choisit-il votre père pour l'épouser ?
N. B. — Au 16e siècle, mon ancêtre, Joseph Bonaparte, représenta la Corse au sénat de la République de Gênes. Mon père, lui, siégeait au Conseil supérieur de Corse. En Italie, la politique et le prestige s'entrelacent intimement. En Corse, cela manquait et cela affaiblissait la cause.

La rédaction — Du coup, à quel jeu joue le comte ?
N. B. — Tout d'abord, il protège les Ramolino de Corse et l'aristocratie de Florence (Toscane) devient sa débitrice. Ensuite, mon père devient patricien de… Toscane puis noble. Ainsi, le comte rallie le Conseil supérieur de Corse à la cause française.

La rédaction — Pour conclure, quel sort vous réservent les historiens du futur ?
N. B. — Je peux me citer : « *Ce qui importe, c'est la part du passé rendue présente, significative et même parfois exemplaire par la métamorphose du présent* ».